

N° 3 / AVRIL 1990
PARAIT 8 FOIS PAR AN



Editorial

«Il faut que la vérité et l'amour viennent à bout du mensonge et de la haine».

Non, ces paroles n'ont pas été prononcées par Gandhi ou Martin Luther King. Ni même par un prof de philo vaudois. Non: elles sont de Vaclav Havel, l'homme que tout le monde regrette, en 90, de ne pas avoir lu en 80 pour avoir su ce qu'il pensait en 68. Le chef d'Etat qui fait de chacun de ses déplacements un symbole à clés multiples. Un homme qui n'a jamais cherché le pouvoir... C'est bien pourquoi, d'ailleurs, il peut se permettre de dire ce qu'il pense – et de penser ce que vous venez de lire...

Monsieur Havel, j'avoue ne vous avoir jamais lu. Je ne vous connais que par quelques interviews, ici et là, du temps de vos années de résistance. Du temps où, par exemple, vous braviez la dictature pour prendre la défense de rockers punks... Je sais que votre humilité et votre désir de bien faire vont beaucoup saigner ces prochaines années, car en Tchécoslovaquie comme en Suisse, le mensonge et la haine font partie de chaque homme et de chaque femme; comme la cupidité, l'égoïsme, la sottise et la vanité.

Mais pour ces seules paroles, et pour les efforts que je vous vois déjà faire pour les faire lever en actes, je vous sens des nôtres, je me sens des vôtres.

Vaclav Havel, vous rejoignez la mince, mince cohorte des chefs d'Etat qui font mentir la cruelle phrase d'A.S. Neill (je cite de mémoire): *«Si l'un des enfants dont j'ai la charge devenait chef d'Etat, j'aurais l'impression d'avoir échoué dans ma mission».*

Philippe Beck

Le rêve réalisé

Je suis sur le point de réaliser un rêve. Depuis mon enfance je voulais visiter une île lointaine, parce que j'avais adoré un livre qui racontait l'histoire d'un voyage extraordinaire ayant ses débuts en cet endroit.

J'ai imaginé l'île, ses habitants et ses paysages. Par la suite, quand un livre paraissait, un reportage filmé ou des expositions s'y référaient, j'étais la première intéressée. La culture et les traditions de ses habitants ont commencé à me passionner, car mon écrivain les avait bien dépeints.

L'île était pour moi un rêve. Parce que je savais que jamais je n'irais, je me plaisais à imaginer que j'y allais, et comment, et ce que je ferais. Oh, je ne pare pas mon île de toutes les béatitudes terrestres! Mais, c'est mon île à moi. J'en fais le lieu où mon imagination a créé les héros et les situations que l'écrivain avait inventé pour moi, c'était ma mise en scène à moi!

Les voyages en avion étant devenus monnaie courante, et à des prix plus abordables que dans le passé, je me suis posé «sérieusement» la question de visiter enfin mon île.

Et voilà, à la faveur d'un anniversaire important, un cadeau royal... je verrai mon île.

Depuis deux mois je prépare mon voyage, car je veux tout voir et je n'ai que peu de temps! Voyageant seule, les choix sont plus faciles, il suffit de me mettre d'accord avec moi...

Ne pas rater ce coin de l'île, ne pas oublier de visiter tel autre... que de choix dramatiques à faire!

Je prévois une bonne provision de films, deux appareils photo, des jumelles, des bons souliers de marche, de..., de... et...

Mais soudainement, une pensée me trottine dans la tête. Et après, une fois mon rêve réalisé, de quelle douce folie remplir encore ma tête?

Ce qui pendant des années m'a fait rêver à un voyage impossible, par quoi va-t-il être remplacé?

Du coup, j'ai peur d'accomplir mon rêve. Et si mon île ne me plaisait pas? Et si, trop différente de ce que j'imagine, elle me décevait?

Pendant des années, quand la vie ne me plaisait pas, quand sa monotonie la rendait effrayante, je me plaisais à imaginer mon voyage complet, du départ jusqu'au retour. Et ma famille m'a entendu quelques fois, pas souvent, dire: «Je ferai un jour ma valise, j'irai sur mon île, et vous ne me reverrez plus!»

Je sais que mon tempérament optimiste me fera trouver un rêve de remplacement, mais il ne sera que cela, un remplacement. La fraîcheur des rêves d'enfant n'y sera plus.

Je me demande si c'est bon de réaliser ses rêves. L'idée que je n'aurai plus de souhaits «rêveurs» à faire me désole. Bien sûr, j'ai aussi les souhaits normaux d'une mère de famille: le bonheur des enfants et des petits enfants... mais de souhaits à moi toute seule... je n'avais que celui-là.

Je crois que je ne vais pas le réaliser complètement «mon rêve», je vais laisser une partie de l'île «non-explorée»... cela me laissera quelque chose à rêver et à souhaiter... et je ne le réaliserai jamais... pour être sûre de me garder un morceau de rêve!

Régina Mustieles



Filer du bon coton

Quand il était parti de son pays
A l'aéroport
Au moment d'embarquer
Enfin les tractations sans fin
Avaient abouti.
Enfin il allait pouvoir
Suivre cette formation attendue

Devenu paria
A cause de ses idées
A cause de ses espoirs
Pour son pays, pour le peuple de son pays,
Il n'avait plus le droit
D'exercer son métier.
Interdit!
Il avait dû se contenter
de ce que l'on voulait bien
lui laisser faire.
Pas très valorisant.
Il était contrôlé, suivi certainement...

A l'aéroport au moment d'embarquer,
Tous les barrages passés,
Un homme en uniforme
S'est approché de Lui
Frisson...

Vous buvez une bière?
Oui
????

Ils ont parlé...
Le pays...
L'avenir...
Lui il s'était étonné quand
Cet homme lui avait dit
«Ça va sûrement changer...
et vous allez être du bon côté»
Comment... Pourquoi...

Puis il est parti prendre son avion.

Plusieurs mois plus tard
De retour dans son pays
Qui avait effectivement changé
Beaucoup changé, tellement changé,
Que Lui il allait pouvoir reprendre SON métier.
La joie d'avoir senti ce qu'il espérait
D'avoir bien fait d'aller au bout de son espérance,
Il l'a revu, l'homme en uniforme
Sans uniforme.

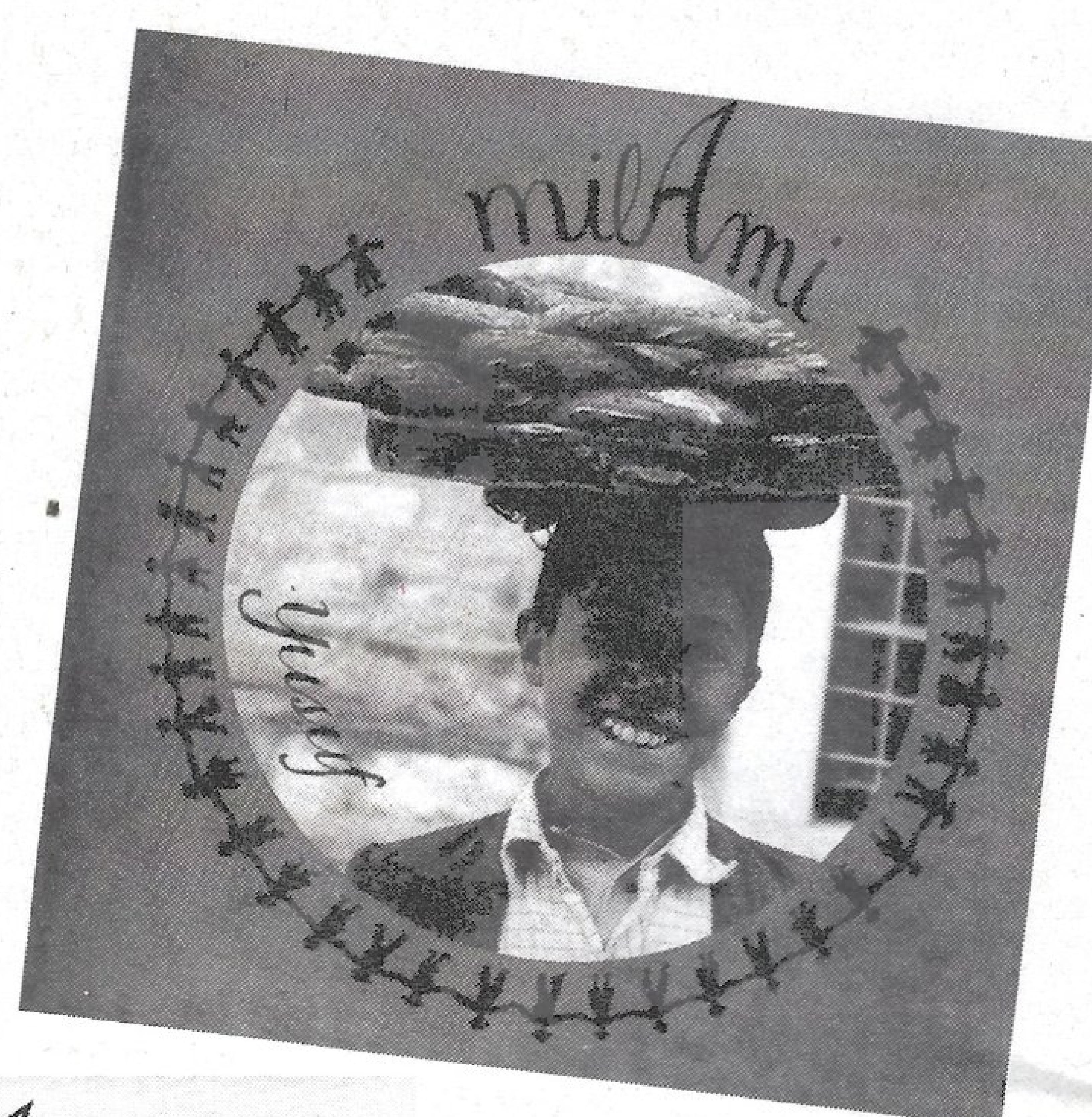
Ils ont encore parlé
Le Pays, la bière...
«Il faut que je vous dise:
C'est moi qui étais chargé de vous filer...
...à force, j'ai appris beaucoup de choses
Pour moi.»

Gilbert Zbären
(en écoutant aux portes)



Bonjour! Je me présente:







Je mesure 21 x 21 cm

J'ai 16 pages.

J'ai fait ma première sortie en mars 1989 et je reviens 5 fois par an.

Je ne coûte que 10 francs par année.

Je suis édité par l'Enfance missionnaire en Suisse romande. Je voudrais rendre visite au plus grand nombre d'enfants de 7 à 10 ans pour leur faire découvrir d'autres enfants qui habitent des pays lointains.

Photographies, contes, témoignages, prières, dessins, jeux, bricolages... Chaque numéro, en couleur, invite à suivre un enfant pour découvrir son pays, sa vie, celle de ses amis, la vie de l'Eglise...

MilAmi, le début d'une vraie farandole qui a pris son départ avec le numéro 0 à Madagascar, a poursuivi sa route par le Pérou, la Turquie, etc. et continuera à...

Pour s'abonner:

verser Fr. 10.–
au CCP 17-2832-0

«MilAmi»
Grand-Rue 34
1700 Fribourg
Tél. 037/22 21 78



BRESIL : mort de Luis Carlos Prestes

Le Monde, 9.3.1990

La longue marche d'un révolutionnaire

L'ancien dirigeant communiste brésilien Luis Carlos Prestes est mort d'une leucémie, mercredi 7 mars, à l'âge de 92 ans. Il fut sans doute, trente ans avant Fidel Castro, le plus connu des révolutionnaires latino-américains.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

A l'âge où les *barbudos* cubains tenaient le maquis dans la Sierra Maestra, il faisait, lui, sa longue marche . Mais c'était en 1924. Luis Carlos Prestes n'était, alors, pas encore communiste. A la fois officier et ingénieur, comme on l'était souvent dans une armée façonnée par le positivisme, il avait découvert dans sa région natale, le Rio-Grande-do-Sul, les tares et les retards d'un pays qui n'était alors qu'un immense *latifundio*.

Une révolte de lieutenants avait éclaté deux ans plus tôt . La sienne semblait n'être qu'une grogne de plus, de la part de gradés impatients devant les jeux politiciens qui se pratiquaient à Rio-de-Janeiro. A la tête d'un millier de soldats rebelles, il se mit en marche, et parcourut le Brésil en tous sens. Stratège de la guerre de mouvement, il s'employait, entre deux combats, à allumer d'autres feux : la réforme agraire, la gratuité de l'enseignement, le droit de vote aux analphabètes, la lutte contre la corruption, formaient l'essentiel d'un programme qui, soixante ans plus tard, tenait encore, la plupart des besoins recensés n'étant toujours pas satisfaits.

Les exploits de la *colonne Prestes* valurent au jeune capitaine une auréole de chef révolutionnaire et de « *Chevalier de l'espérance* », titre que Jorge Amado donnera plus tard à sa biographie. Mais la désillusion fut à la mesure de son courage et de son idéalisme : alors qu'il voulait améliorer le sort des populations, celui-ci empirait après son passage, du fait des excès commis par les troupes fédérales. Craignant qu'à force d'errance, ses compagnons ne se tournent vers le banditisme, il finit par renoncer à son entreprise. En deux ans, il avait parcouru 25 000 km et semé des germes qui devaient lever bien après.

Les années d'exil, en Argentine, firent découvrir à l'officier, déjà lecteur de Diderot et de Rousseau, *L'Etat et la révolution* de Lénine. Ce fut le choc, qui décida de son engagement communiste. En 1931, le voici à Moscou d'où le Komintern ne tardat pas à l'envoyer préparer la lutte armée dans son pays. L'erreur sera lourde de conséquences. La révolte armée que le parti communiste brésilien fait éclater dans plusieurs casernes, en novembre 1935, est non seulement un échec, qui conduit Prestes en prison, mais elle crée un traumatisme durable dans l'armée brésilienne : celle-ci verra longtemps dans toute agitation populaire un *remake* de putsch rouge.

Le Brésil est alors dirigé par Getulio Vargas, un militaire qui a réussi, lui, sa révolution, mais en la mettant à l'autre goût du jour, celui du corporatisme fascisant. Prestes moisit dans les geôles de l'*Estado novo* brésilien jusqu'en 1945. En bon leader communiste, il met ses rancunes de côté, quand Vargas se range, sur le tard, au côté des alliés et promet de démocratiser le pays. De sa cellule, il appelle ses compagnons de parti à appuyer leur ancien persécuteur, au nom de la lutte antinazie.

L'histoire de l'ancien capitaine devient alors celle du PCB, dont il est secrétaire général et qui ne connaîtra jusqu'au putsch militaire de 1964 que de brèves années de légalité. Pendant longtemps, il vit dans une semi-clandestinité. Les communistes jouent un rôle-clé dans le gouvernement Goulart (1961-1964) dont les maladresses autant que le programme de réformes conduisent au coup d'Etat des généraux. Prestes réussira pendant sept ans à se cacher, avant de reprendre le chemin de l'exil à Moscou, d'où il dirige la résistance au régime des « *gorilles* ».

Quand le régime militaire se libéralise et promet une transition démocratique, la majorité des dirigeants du PCB jugent nécessaire de favoriser cette évolution. Prestes, lui, ne voit là qu'un leurre et demande aux militants de continuer de lutter *« pour le socialisme »*. En rupture avec la majorité des siens, il perd en 1980 son poste de secrétaire général et quitte le parti qu'il accuse d'avoir viré à droite.

Ses dernières années, il les passe à chercher un parti brésilien « *qui soit vraiment marxiste-léniniste* ». Malgré l'abondance des sigles révolutionnaires, il n'en trouve pas . Il flirte un moment avec le mouvement de « Lula », dirigeant ouvrier (récemment candidat redoutable à la présidence) dont il apprécie l'authenticité mais à qui il reproche « *de ne pas lire assez* ». Il finit par se rallier, faute de mieux, dit-il, au parti travailliste de Leonel Brizola.

A 92 ans, il avait gardé, dans son visage de moine épuisé par les jeûnes, une extraordinaire vivacité. Il poussait le paradoxe jusqu'à se dire gorbatchevien et partisan en même temps d'un socialisme radical. Personne ne lui en tenait rigueur. Il était absous de toutes ses erreurs, de toutes ses contradictions, pas seulement à cause de son passé prestigieux, d'une vie militante pas trop défigurée par les turpitudes staliniennes, mais parce qu'homme de coeur, il n'avait rien d'un bureaucrate, d'un dinosaure de parti et était toujours capable de dénoncer, avec une jeunesse inépuisable, la misère de tant de ses compatriotes.

CHARLES VANHECKE



Le Monde: 14.3.1990

HAITI : après le départ du général Avril

Mme Trouillot devient présidente à titre provisoire

Un nouveau pas a été franchi, lundi 12 mars, vers le dénouement de la crise haïtienne, avec le départ pour la Floride du général Prosper Avril et le choix d'un président civil provisoire en la personne de Mme Ertha Trouillot. L'« *assemblée de concertation* » – le regroupement de douze partis qui ont mené la bataille contre le général Avril – a appelé la population à manifester son allégresse, mardi, lors de la prestation de serment du nouveau président et a levé le mot d'ordre de grève générale.

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

La mission du gouvernement que présidera Mme Ertha Trouillot est double : créer les conditions favorables à l'organisation d'élections libres dans le plus bref délai et expédier les affaires courantes. Le Conseil d'Etat de dix-neuf membres chargé d'« *encadrer l'exécutif* » était pratiquement constitué lundi soir.

Saluée comme « *un événement historique* » par Me Gérard Gourgue, un ancien candidat à la présidence, « *l'union des partis politiques qui a permis de faire partir le gouvernement militaire* » est sans nul doute l'un des faits majeurs de ces dernières semaines. Cette union a favorisé la mobilisation populaire et incité les ambassades occidentales à donner le coup de pouce qui a hâté le départ du général Avril. Mais ce « *consensus* » risque de voler en éclats dans le feu de la compétition électorale. A plus court terme, le principal problème demeure celui de la sécurité et des menaces que font peser les bandes armées des nostalgiques de l'ancien régime. Le commandant en chef de l'armée, le général Hérard Abraham, qui a accepté l'intérim du pouvoir pendant soixante-douze heures, paraît disposé à jouer loyalement le jeu de la transition vers la démocratie. Lors d'une brève mais émouvante cérémonie au quartier général de l'armée, en compagnie de cinq représentants de « *l'assemblée de concertation* », il a exalté « *l'unité retrouvée du peuple et de l'armée* ».

Prudence de la population

Présent à ses côtés, M. René Théodore, le secrétaire général du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), affirmait peu après que « *l'armée allait désormais respecter et protéger le peuple* ».

Echaudée par les massacres et les assassinats nocturnes de ces dernières années, la population réagit jusqu'à présent avec prudence. Très peu de véhicules circulaient lundi dans les rues de Port-au-Prince, où les commerces, les écoles, les bureaux et les usines sont restés fermés.

A l'aéroport, une foule enthousiaste attend pourtant le retour du Dr Louis Roy. Le « *père de la Constitution* », après avoir été roué de coups, avait été exilé, fin janvier, par le général Avril. Il avait promis de ne revenir que lorsque celui-ci aurait quitté Haïti. C'est chose faite depuis lundi : un avion des Forces aériennes américaines s'est envolé avec à son bord l'ex-président Avril, sa femme et deux de leurs enfants. A destination de la Floride, en attendant qu'un pays – qui pourrait être la Belgique – accepte de le recevoir.

JEAN-MICHEL CAROIT

Première en tout

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

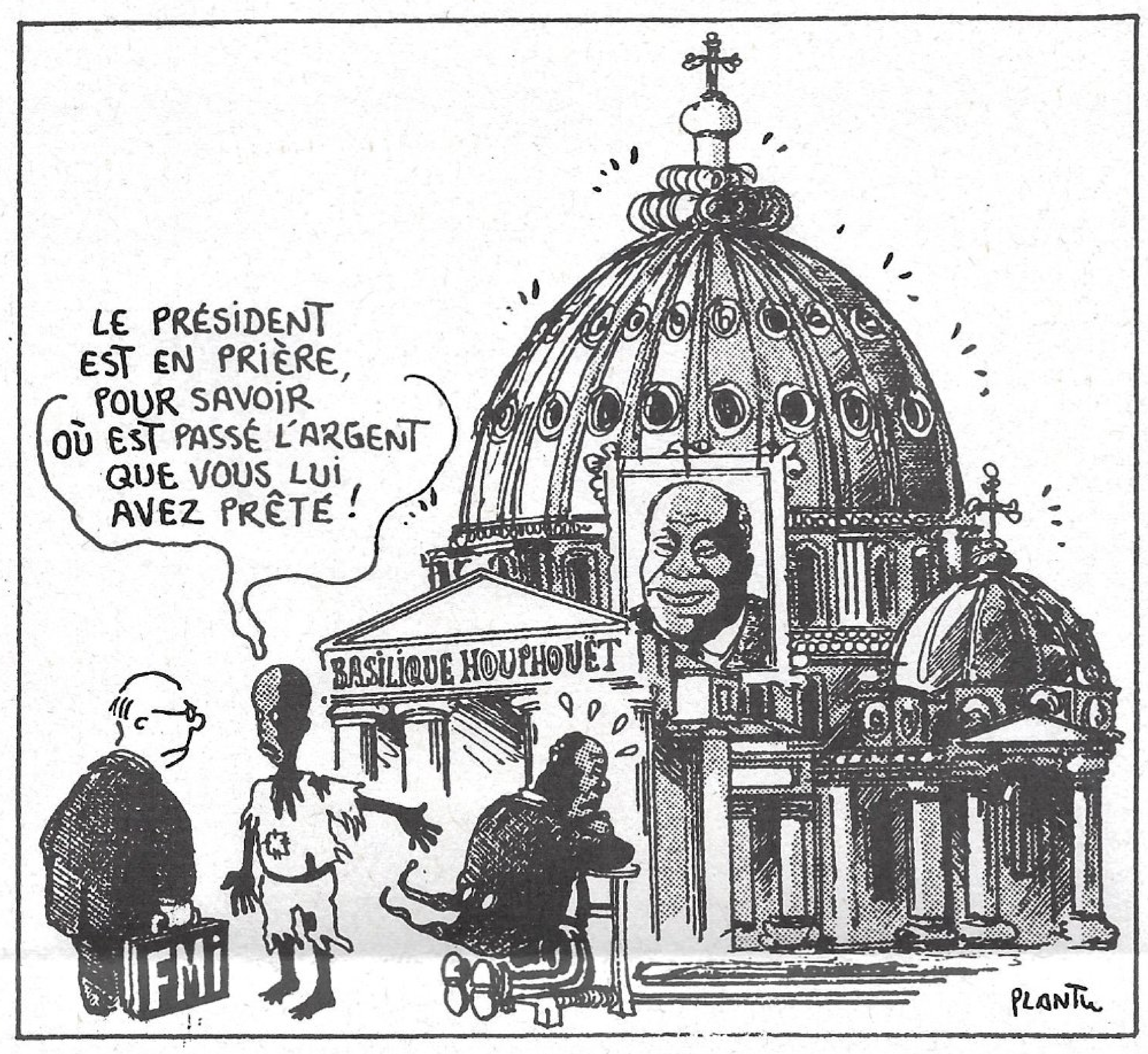
Inconnue du grand public il y a encore deux jours, Mme Ertha Pascale Trouillot a accepté de conduire les destinées du pays dans une période difficile et devient la première femme à accéder à la magistrature suprême en Haïti.

Née en 1943 à Pétionville, la banlieue résidentielle de Port-au-Prince, Mme Trouillot avait déjà été, en 1971, la première femme membre du barreau de Port-au-Prince. Ses condisciples se souviennent d'elle comme d'une étudiante brillante, sérieuse et décidée. Des qualités qui la feront remarquer dans la communauté juridique et lui permettront d'entrer à la Cour de cassation - encore une première - à la fin de la dictature des Duvalier, en 1986. Elle a été l'épouse d'Ernst Trouillot, son aîné de plus de vingt ans, juriste et historien qualifié par certains « *d'idéologue du duvaliérisme* ». Mort il y a deux ans, il avait, dans l'un de ses ouvrages, tenté de justifier la passation du pouvoir de François Duvalier à son fils Jean-Claude. La nouvelle présidente a, de son côté, publié dans les années 70 un livre sur *Le statut juridique de la femme dans la législation haïtienne.*

« *C'est une femme très vive, disponible et disposée à travailler* », souligne M. Arnold Antonin qui représente le PANPRA (parti membre de l'internationale socialiste) à « l'Assemblée de concertation ». Depuis la mort de son mari, Mme Trouillot habite, avec sa fille Yantha, à Christ-Roi, un quartier modeste de la capitale.

J.- M. C.

Le Monde 14.3.1990



Le Monde

ÉTATS-UNIS

M. Bush annonce la levée de l'embargo à l'encontre du Nicaragua

Le Monde: 15.3.1990

« *Je viens de signer un décret mettant fin à l'embargo économique contre le Nicaragua* », a annoncé le président George Bush, mardi 13 mars, au cours d'une conférence de presse à Washington. La levée de cette sanction, imposée par l'administration Reagan en 1985, était attendue depuis la défaite infligée au régime sandiniste par Mme Violeta Chamorro, lors de l'élection présidentielle nicaraguayenne du 25 février dernier.

Expliquant que « *le temps des dictateurs était passé* », M. Bush a exprimé le désir d'apporter un « *soutien historique* » à ces nouvelles démocraties « *qui ont besoin de notre aide pour guérir leurs blessures* ». Ce qui devait le conduire à demander au Congrès d'approuver, d'ici au 5 avril, une enveloppe de 300 millions de dollars d'aide économique pour le Nicaragua ainsi que la confirmation des 500 millions d'aide déjà requis pour le Panama. Ces sommes étant réunies au sein d'un « *fonds pour la démocratie* » financé par des économies réalisées sur le budget de la défense. C'est la première fois que M. Bush lie un programme d'aide à l'étranger aux réductions des dépenses militaires rendues possibles par les efforts de désarmement et l'évolution rapide de la situation en Europe. Une décision des plus symboliques surtout en ce qui concerne cette Amérique centrale qui fut à l'origine du plus grand scandale politico-militaire de ces dernières années, l'« Irangate », le financement secret de la guérilla antisandiniste avec le produit de ventes d'armes non moins secrètes à l'Iran.

Poursuivant sa pensée, le président américain a lancé un appel au Congrès pour qu'il se mette rapidement d'accord avec le secrétaire à la défense et l'Office du budget et de la gestion afin de déterminer les coupes dans les dépenses militaires. Si aucun accord n'était intervenu d'ici au 27 mars, M. Bush a laissé entendre qu'il prendrait « *les décisions lui-même* ».

La levée de l'embargo va permettre l'envoi rapide au Nicaragua de 21 millions de dollars d'aide alimentaire. En outre, le Nicaragua pourra de nouveau bénéficier de prêts de la banque Export-Import et de garanties d'investissements. Enfin ses exportations bénéficieront aux Etats-Unis des préférences tarifaires accordées aux pays en voie de développement. Au sujet du Panama, la lenteur avec laquelle le Congrès examine la demande de 500 millions de dollars d'aide présentée le 25 janvier dernier par l'administration avait amené le nouveau président panaméen, installé par les Américains, à entamer une grève de la faim ; M. Guillermo Endara y a mis un terme mardi.



Pour prier en temps de Carême

«Deux hommes montent au Temple pour prier...» (Luc 18,9-14). Ce n'est pas un récit descriptif, c'est une parabole: le contraste entre les personnages y est souligné, presque exagéré, la conclusion prend une forme inattendue, paradoxale. «Celui-ci a été déclaré juste (par Dieu), pas celui-là!»

L'étonnant, c'est que celui-là, précisément, passe sa vie à rechercher la justice, à discerner le comportement le plus approprié à ses convictions: jeûnes réguliers, paiement de la dîme sur tout ce qu'il acquiert. Il peut être offert en modèle aux chrétiens pour la campagne PPP-Action de Carême! Rien dans ce que la parabole dit de lui ne relève de la caricature! En comparaison, la silhouette que Chagall dessine du Pharisien, thorax gonflé, yeux fixés au ciel, est beaucoup trop arrogante. Cet homme-là est beaucoup plus proche de moi, dans mon écoute sincère de l'Evangile et dans ma recherche honnête de la justice. D'où la surprise de la déclaration finale.

Un autre homme. Lui, en principe, n'est pas trop regardant sur la justice. Taxateur, il sait profiter des occasions qui lui sont offertes pour prendre sa dîme personnelle. Plutôt indifférent aux misères des autres! Il est là, au Temple, mais à distance, dans la crainte, voire le désespoir. Il assume sa condition, pensant qu'il pourrait bien être rejeté par Dieu comme il l'est par la société.

Les deux prières de ces hommes commencent par la même interpellation «O Dieu». La première est presque toute formulée en «je»: je te rends grâce, je ne suis pas, je jeûne, je paie la dîme... Elle trahit quelqu'un qui se sent à l'aise, qui fréquente ce lieu et ce Dieu tous les jours. Il en finit même par prier en lui-même, pour lui-même. L'autre prière n'est qu'un bref appel au secours: laisse-toi fléchir en ma faveur. Pêcheur, je n'ai rien à mettre en avant. Aucune promesse de réparation, aucun engagement.

Conclusion: celui-ci, le taxateur, descend chez lui justifié. Pas l'autre. Pourquoi? Qu'y avait-il d'inacceptable dans sa prière? «Celui-ci, le taxateur»: c'est comme ça que l'appelait le Pharisien dans sa prière. Que Jésus reprenne l'expression suggère bien que le désaccord porte sur ce point. Un regard méprisant sur le prochain ne peut faire partie de la prière: en se coupant du publicain, le Pharisien s'exclut de la faveur de Dieu.

Dans le monde de Dieu, la justice, c'est ce que nous appelons, nous, la miséricorde. C'est la loi fondamentale: tu aimeras ton prochain comme toi-même...

«Celui-là pas!» Verdict sévère? Oui! Mais pas définitif. D'abord, il n'est pas condamné. Ensuite, on rappelle la règle du jeu: «Quiconque s'élève sera abaissé, mais qui s'abaisse sera élevé.»

Voilà un avertissement pour «certains qui, convaincus d'être eux-mêmes des justes, regardent comme rien le reste des hommes».

Jean-Pierre Zurn



Voilà un avertissement pour certains qui, convaincus d'être eux-mêmes des justes, regardent comme rien le reste des hommes



Amazonie

Extraction de l'or, occupation militaire et génocide des indiens Yanomami du Brésil

*Un témoignage de Pierrette Birraux **

Bien des peuples autochtones d'Amazonie souffrent de la destruction de leur terre et, par conséquent, de leur culture. Si j'ai choisi d'exposer ici la situation des Yanomami du Brésil, c'est parce que j'ai vécu avec eux, parce que les tragiques événements qui les atteignent peuvent se répéter ailleurs et que, si l'exploitation minière telle qu'elle est actuellement pratiquée dans leur territoire continue, ce peuple n'existera tout simplement plus, au Brésil, dans 10 ans.



Les Yanomami habitent une région d'environ 150'000 km², située aux confins du Brésil et du Vénézuéla, c'est-à-dire sur la ligne de partage des eaux de l'Orénoque à l'ouest et du rio Branco à l'est. Le rio Branco est un affluent du rio Negro qui, à son tour, constitue l'un des principaux formateurs de l'Amazone. D'un point de vue écologique, le territoire yanomami se trouve dans une position stratégique puisque aux sources de deux des fleuves les plus importants du continent sud-américain.

En 1988, il y avait environ 22'000 Yanomami au Vénézuela et moins de 10'000 au Brésil – ce qui fait d'eux la plus grande ethnie d'Amérique du Sud ayant gardé son mode de vie et son rapport à la nature traditionnels. Ils sont agriculteurs itinérants sur brûlis, chasseurs, cueilleurs et pêcheurs. Leur semi-nomadisme, ainsi que leur faible densité démographique font que, malgré une totale dépendance de la forêt pour leur nourriture, habitat, artisanat et même leur spiritualité, jamais ils n'en empêchent la régénération. Leur forêt n'est donc pas vierge même si elle en donne l'impression: elle est habitée, utilisée, parcourue et nommée et ce, depuis bien des siècles.

Premiers contacts, premières menaces

Les premiers contacts des Yanomami avec les sociétés nationales datent, pour l'essentiel, des années 50 avec l'installation de missionnaires chrétiens dans quelques-uns de leurs 320 villages.

En 1971-72, le gouvernement brésilien commence, pour des raisons géopolitiques, la construction de la route Perimetral Norte qui devait courir le long de la frontière – de la Colombie à la Guyane française. Faute de financement suffisant, celle-ci ne sera jamais terminée. En revanche, la présence d'ouvriers porteurs de maladies contre lesquelles les Yanomami ne sont pas immunisés cause la mort de 1000 d'entre eux.

En 1975-76, des centaines de prospecteurs de cassitérite – un minerai d'étain – envahissent Surucucus, le cœur du territoire yanomami. Les nouveaux-venus répandent des «shawala» – nom donné par les Indiens aux épidémies apportées par les étrangers – violent des femmes et dévastent la forêt, le gibier et les plantations, provoquant ainsi des conflits avec les Yanomami et, finalement, après un an et demi d'activités illégales, sont retirés par les autorités fédérales.

Femmes yanomami dans une ancienne plantation en voie de régénération, à la recherche de tubercules.
Photo et Copyright: V. Ziegler



* Géographe, historienne, a vécu un an et demi chez les Yanomami pour y réaliser une recherche sur leur occupation territoriale.

En 1985, une nouvelle tentative d'invasion par les mineurs est promptement stoppée par leur évacuation.

1985, c'est aussi l'année de la décision, prise en secret par le gouvernement, de procéder à l'exécution du Projet «Calha Norte» de sécurité des frontières, élaboré sous la direction du Conseil de Sécurité Nationale. Ce projet prévoit la construction d'une série de postes militaires le long des 6500 km de frontière au Nord du pays qui doivent ensuite évoluer en «pôles de développement» avec l'arrivée des familles des 70 militaires prévus par poste.

Promesses militaires

J'ai assisté à la construction de l'un des 4 postes programmés en territoire yanomami – celui de Surucucus – à 330 km à vol d'oiseau de la ville la plus proche, Boa Vista, capitale de l'Etat de Roraima. J'ai vu la peur que cette installation provoquait chez les Indiens. J'ai entendu les promesses formulées le 16 mars 1987 par un haut officier du Commandement Militaire d'Amazonie aux chefs yanomami: «Nous ne sommes pas des ennemis. Nous sommes vos amis. Nous n'allons pas prendre votre terre, seulement un petit bout, là où va être construit le quartier militaire. Nous n'irons pas chasser: toute notre nourriture viendra de Boa Vista, par avion. Nos hommes ne prendront pas vos femmes. Le chef l'interdira (...). Nous vous protégerons et empêcherons les chercheurs d'or d'entrer dans votre territoire. Il y aura un médecin et des remèdes pour vous soigner».

Pourtant, 5 mois après ce discours qui apaisa une révolte latente, en août 1987, on apprend que des centaines puis des milliers de mineurs utilisent des pistes d'atterrissage de la Funai – la Fondation nationale de l'Indien, organisme chargé officiellement de la protection des autochtones – pistes récemment améliorées dans le cadre du Projet «Calha Norte», pour ouvrir des mines à ciel ouvert. Ce genre d'exploitation est pourtant interdit par un décret de 1982 en territoire yanomami. A partir de ces pistes où des avions petits et moyens peuvent atterrir, ils continuent leur chemin en hélicoptère, ce qui leur permet de se poser dans la moindre clairière, notamment dans les plantations de communautés qui n'ont jamais vu auparavant de non Indiens.

Aujourd'hui, il y a environ 40'000 prospecteurs éparpillés sur tout le territoire yanomami du Brésil. Certains ont traversé la frontière et occupé les sources de l'Orénoque. Leur nombre est difficile à estimer car il s'agit d'une population mouvante, aventurière, habituée à l'illégalité. Avec eux, arrivent des prostituées, des délinquants, des hommes de main payés par les patrons des mines pour imposer leur loi, des armes à feu de tout calibre, de la drogue et de l'alcool, toutes choses interdites en aire indigène. Le crime est quotidien dans les mines, selon le délégué de la Police fédérale en Roraima et beaucoup de chercheurs d'or

Lettre de Davi Kopenaa Yanomami à Ailton Krenak, coordinateur de l'Union des Nations Indigènes du Brésil

Boa Vista, le 7.7.1988

Mon ami Ailton Krenak,

Je t'écris une lettre pour te donner des nouvelles. Je suis très préoccupé parce que les chercheurs d'or ont envahi tout notre territoire. Ils répandent des rumeurs concernant la mort de mes parents. Ils m'ont dit qu'ils avaient tué 200 de mes parents yanomami dans la région du rio Auaris. Les chercheurs d'or ont encerclé la maison communautaire très tôt le matin et y ont mis le feu quand tout le monde était encore dedans. Quand les Yanomami sont sortis pour s'enfuir, les chercheurs d'or leur ont tiré dessus. Ils les ont tous tués, les femmes, les enfants et les hommes. Il n'est resté personne pour raconter l'histoire aux autres. (...) Les chercheurs d'or continuent à me menacer parce que je lutte pour défendre mon peuple et parce que je mène la barque. Je veux que tu racontes tout cela aux amis Blancs qui luttent pour nous. Crois mes nouvelles car je te raconte la vérité. J'assiste à l'invasion de notre territoire et à la mort de beaucoup de gens à cause des chercheurs d'or. Les chercheurs d'or profitent de ce qu'ils sont armés de revolvers et de fusils et qu'ils peuvent toujours acheter d'autres armes. Il y en a qui disent qu'ils achètent même de la dynamite. Nous, les Yanomami, nous demandons que le problème soit résolu et que les mines soient fermées, de manière urgente. Je ne veux pas que mes parents meurent des armes à feu et des maladies. Nous, les Yanomami, nous voulons vivre en paix. Raconte tout cela aux autorités, j'espère qu'elles t'écouteront.

Mes salutations.

Davi Kopenawa Yanomami

Davi Kopenawa Yanomami est chamane et l'un des seuls de son peuple à parler suffisamment le portugais pour pouvoir jouer le rôle de porte-parole des Yanomami du Brésil. En 1988, il a reçu le Prix Global 500 (comme Chico Mendes un an plus tard) pour sa lutte en faveur de son peuple et de sa terre. Le Prix Global est décerné par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement.

souffrent de malaria, hépatite, tétanos et tuberculose sans espoir de traitement.

Campagnes de désinformation
Tandis que la presse se fait l'écho des conditions dégradantes de vie dans les mines, il devient de plus en plus difficile d'obtenir des informations concernant les Yanomami, des médecins, des missionnaires et des scientifiques parlant leur langue et susceptibles de témoigner en connaissance de cause sont expulsés en septembre 1987 par la Funai.

Parallèlement, une campagne de désinformation commence. En août 1988, le président de la Funai affirme au cours d'une conférence de presse qu'il n'existe aucun conflit entre les Yanomami et les prospecteurs et que les premiers meurent de vieillesse et non de maladies exogènes.

Pourtant, en février 1990, après que le Tribunal fédéral ait ordonné au gouvernement brésilien de réaliser une campagne sanitaire, les équipes médicales constatent qu'au moins 1500 Yanomami brésiliens sont morts depuis 1987, soit 15% de leur population en 2 ans et demi.

Les chercheurs d'or apportent aux Indiens des formes résistantes de paludisme dont ils souffrent eux-mêmes. Ils amènent des maladies telles que la pneumonie ou la tuberculose, inconnues des Yanomami et qui leur sont très vite fatales.

Les machines des nouveaux-venus font fuir le gibier. Le mercure, utilisé pour amalgamer les poussières d'or, empoisonne la chaîne alimentaire - du plancton aux hommes en passant par le poisson. Les plantations sont pillées par les mineurs et les hommes yanomami qui s'opposent à ces vols, au viol de leurs femmes et à l'avancée des chercheurs d'or sont tués. Affamés, terrorisés par les armes à feu, eux qui ne disposent que d'arcs et de flèches, les Yanomami n'osent plus défricher de nouveaux abattis, ont faim et deviennent ainsi d'autant plus vulnérables aux épidémies.

Le DOCIP (Centre de Documentation, de Recherche et d'Information des Populations Indigènes) envisage – en collaboration avec d'autres ONG pro-indiennes de Suisse – d'organiser de petites manifestations mensuelles devant l'ambassade et une représentation diplomatique brésiliennes, alternativement à Berne et à Genève. But: inciter le nouveau gouvernement de ce pays à prendre des mesures énergiques en faveur des Yanomami. Toute personne désirant y participer – dans le calme et la dignité – et surtout de manière constante, peut s'annoncer à Philippe Beck, tél. 021 / 26 25 05 l'après-midi.



«Yano» ou maison collective abritant, en pleine forêt, toute une communauté dont le chef (sur la photo) avait rêvé qu'ils allaient tous mourir. Photo et Copyright: V. Ziegler

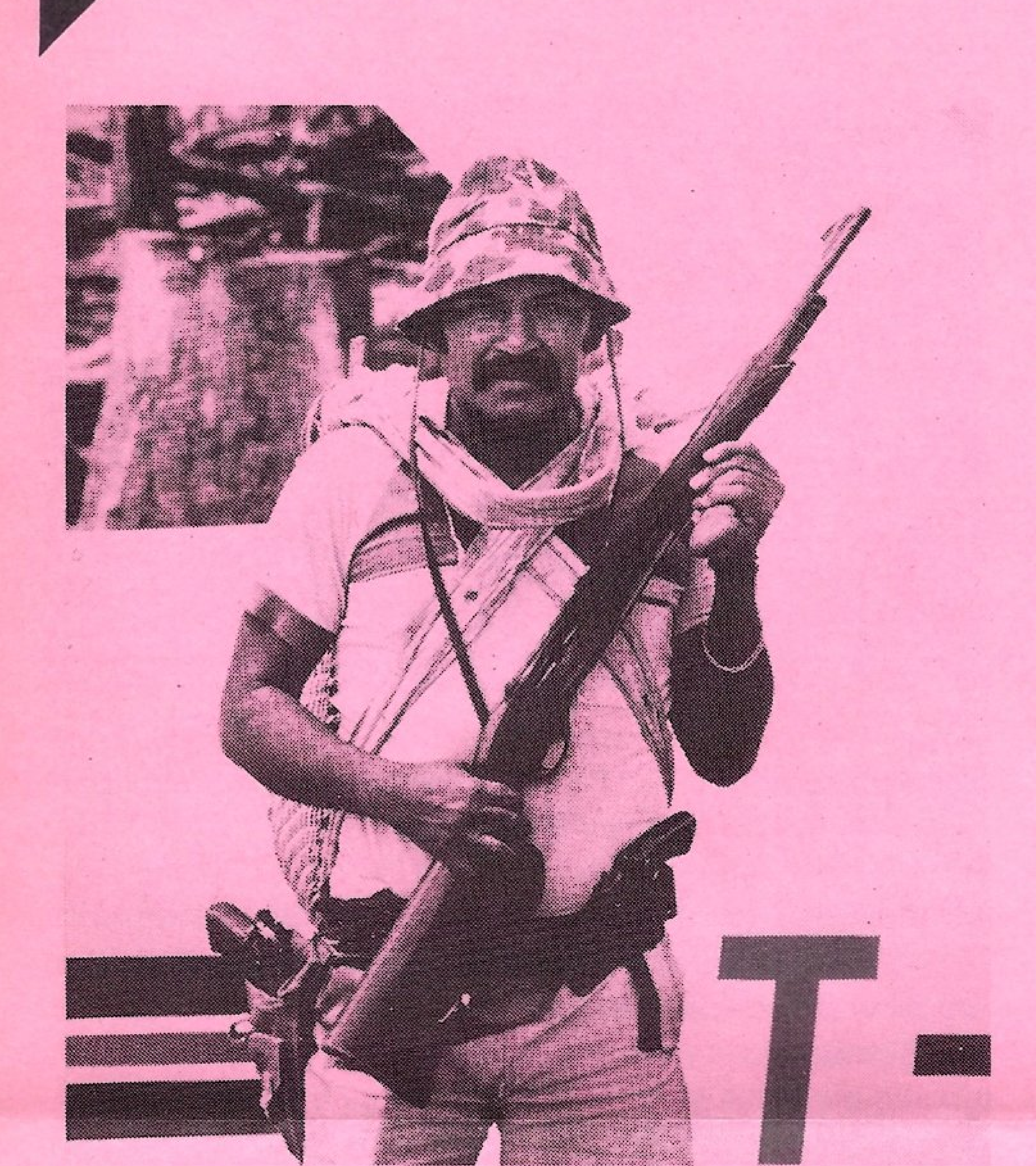
J'ai visité une mine à ciel ouvert. Le spectacle est hallucinant, la forêt est dévastée, la terre remuée sans dessus dessous, le sol complètement détruit. Les cours des ruisseaux et des rivières sont déviés, ce qui a causé un conflit avec le Vénézuela puisque la frontière est définie par la ligne de partage des eaux.

En septembre 1988, 8000 moteurs sont utilisés pour l'extraction de la boue aurifère et polluent les rivières. Les 4 plus grandes rivières de Roraima, dont le rio Branco, ressemblent à de la soupe jaune. En aval de l'une d'elle, le maire d'une commune habitée par des colons refuse d'en faire analyser les eaux, malgré les sollicitations de ses administrés.

Lorsque les mineurs ont épuisé un gisement, ils l'abandonnent, se transportent ailleurs et laissent derrière eux un paysage composé d'arbres morts et de trous remplis d'eaux stagnantes, propices à la propagation de la malaria, là où elle n'existait pas auparavant.

L'or extrait ne sert pas à payer la dette
On oppose souvent les activités économiques à la protection de l'environnement. Dans le cas présent, cette opposition n'a pas cours. L'exploitation minière effectuée dans le territoire yanomami est prédatrice tant aux plans économique, social, qu'écologique.

Du point de vue économique, le responsable du Département national de production minérale de Roraima admet que 80% de l'or extrait sort du pays en con-



Chercheur d'or photographié à l'intérieur du territoire yanomami. Copyright et photo K. H.

trebande, c'est-à-dire que non seulement il échappe à l'impôt mais n'arrive jamais dans les coffres de la nation, et ne sert en aucun cas à payer la formidable dette du Brésil. En outre, l'augmentation des prix et la désertion de la main d'œuvre masculine locale partie à la mine paralysent les activités économiques régionales traditionnelles.

Du point de vue social, la situation s'aggrave de jour en jour en Roraima: l'abandon des plantations et la hausse des prix augmentent la malnutrition et la sous-alimentation tandis que Boa Vista est en train de devenir «la capitale de la violence» selon les termes du secrétaire général du Ministère de la Justice. Telles sont les conséquences économiques, sociales et environnementales d'un cas précis d'exploitation minière illégale en Amazonie brésilienne – celui pratiqué en territoire yanomami – situation qui se répète toutefois ailleurs dans le pays (dans les Etats de Rondônia, Amazonas et Para) et même au Vénézuela (Etat de Bolivar).

Les gouvernements invoquent la nécessité de payer la dette ou de diversifier la «production» nationale pour justifier ce pillage. Une telle argumentation ne résiste pas à l'énoncé des événements qui ont préparé l'invasion des chercheurs d'or.

Le détonateur de l'invasion: le projet militaire «Calha Norte»

Il faut d'abord signaler que depuis 1983, le gouvernement brésilien a pris diverses mesures facilitant l'ouverture des terres indiennes – qui couvrent 8,75% du pays – à l'exploitation minière, de telle sorte qu'en 1987, 37% du territoire yanomami faisait l'objet de demandes de concessions de la part de compagnies dont 90% sont nationales et 10% étrangères. Parallèlement, depuis bien des années, les milieux dirigeants de l'économie et de la politique de Roraima ont tenté d'attirer des entreprises minières et/ou des chercheurs d'or individuels et ont exercé des pressions allant dans le même sens auprès du gouvernement et du Congrès national. Finalement, le fait que le gouvernement de la Nouvelle République ait pris la décision d'occuper militairement les régions frontalières du Nord du pays, a joué un rôle décisif dans la stratégie des leaders des chercheurs d'or.

Craignant que le Projet «Calha Norte» destine l'exploitation minière en zone frontière à leurs concurrents traditionnels – les entreprises nationales, multinationales ou d'Etat – les mineurs ont pris l'initiative du fait accompli, s'installant de facto, rapidement et avec de gros moyens en territoire yanomami. Ils savaient en effet jouir de puissants appuis locaux et nationaux y compris militaires même si cette occupation est contraire au dispositif légal du pays.

L'on se trouve ainsi face à une situation pour le moins paradoxale: le Projet «Calha Norte» prétend viser la sécurité et le développement frontaliers; or, aujourd'hui, à la frontière du Brésil et du Vénézuela, il règne une insécurité et une illégalité qui n'existaient pas lorsque les Indiens étaient seuls dans leur territoire; et ce, sans que les forces militaires nouvellement installées ne soient capables ou n'aient la volonté de contrôler ce chaos. En outre, peut-on vraiment croire au développement lorsque l'on sait que les profits réalisés grâce à l'extraction de l'or restent dans les mains d'une poignée de patrons de mines, de propriétaires de taxis aériens et de commerçants?

Plus de 10 ans de campagnes nationales et internationales en vue de garantir l'existence physique et culturelle d'un peuple d'Amazonie – en l'occurrence les Yanomami – n'ont pas donné les résultats escomptés. La principale raison de ce pénible constat relève, je crois, de la géopolitique.

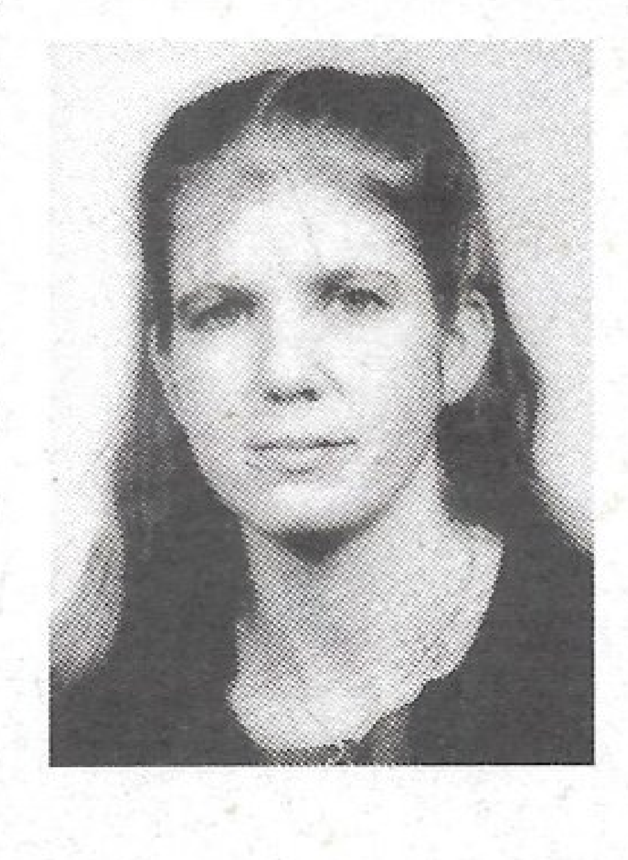
Pierrette Birraux



Départs

Le 8 mars 1990, Michèle GULDIMANN, employée de commerce, de La Chaux-de-Fonds, rejoignait, en compagnie de Marie-Claude MENOUD, le Centre d'accueil d'enfants orphelins, ou issus de familles très pauvres, à Villa Tunari, en Bolivie, en région forestière. Elle sera chargée de seconder le couple bolivien responsable du Centre, et des éducateurs, dans le suivi des enfants, gestion de la maison, etc.





Marie-Claude MENOUD, ingénieur ETS en production agricole, de Genève, dans ce même Centre d'accueil d'enfants, sera chargée de la production maraîchère tout en formant des jeunes du Centre dans ce même travail d'agriculture et de jardins potagers.

Leur adresse:
Ciudad de los Ninos Sans Rafael, Casilla 1441, COCHABAMBA, Bolivie



Colette et Jacques ECOFFEY-BORDIGONI, employés de commerce, de Genève, sont appelés par la FEPP, organisation paysanne équatorienne, dans la région côtière d'Esmeraldas. La FEPP, bien organisée depuis de nombreuses années souhaite l'accompagnement de Jacques pour parfaire la formation en gestion des leaders-paysans, et l'amélioration en administration-comptable. Colette se mettra au service des communautés de la région pour un travail d'animation.

Leur adresse:
Vicariato Apostolico, Casilla 65,
ESMERALDAS, Equateur

Naissances

SALOME, Sumitra, née le 21 octobre 1988 en Inde, a été accueillie le 10 février 1990, au foyer de Marie-Cécile et Michel GUIGOZ-FUSAY, Les Barraudes, 1947 Champsec.

LUC, le 26 janvier 1990, chez Marie-Thérèse FLEURY et Alex MOUNIE, F-11140 Laprade Cailla.

CELINE, le 12 mars 1990, au foyer de Maria Luz et Gérard MARET-ZERDA, rue de la Verrerie 5a, 1870 Monthey.

Décès

Madame ROSSIER, maman de Claude ROSSIER, 1961 Les Agettes.

Madame Marie MAIRE, le 24 février 1990, maman de Jean-Claude MAIRE- ROUX, C.P. 1038, 1870 Monthey.

Pérou:

Quel *couple de volontaires*, motivés et disponibles à suivre une formation si besoin,

– aurait les compétences en **administration, commerce et en artisanat textile,** ainsi que **l'ouverture culturelle nécessaires,**

– pour participer à l'élaboration et l'organisation technique d'un effort d'ELARGISSEMENT DE LA PRODUCTION ARTISANALE,

– dans le cadre d'un projet de développement d'un marché intérieur à partir des ressources locales.

Sous la coordination de l'Association des Eleveurs d'Alpaca (ADECALC), dans la zone haute de la province de Caylloma (district Arequipa)?

La famille Ritter, qui rentrera en mai de Sibayo, dans ce même secteur, pourra largement informer les personnes intéressées sur ce projet, dont certains détails peuvent être également obtenus aux Secrétariats FSF ou STM.



Postes à pourvoir dans le programme nord

Nous cherchons des jeunes dès 20 ans, ainsi que des personnes à la retraite ou en congé sabbatique, décidés à accomplir un service à l'étranger d'un ou deux ans avec un simple argent de poche, ainsi qu'à mettre sur pied un groupe de soutien pour s'entourer et cofinancer ce «service de paix».

Le Centre Martin Luther King organise une session de formation sur le thème:

Objecter: Pourquoi ?

Les 5-6 mai 90, à Assens (VD)

Session réservée aux **objecteurs** passés, présents et futurs, et à leurs proches.

Thème: Clarifier comment dépasser nos objections individuelles, dans la visée d'une efficacité sociale et/ou politique (par exemple contre le «projet Barras»). Comment toucher famille, collègues, paroisse, institutions, médias, classe politique, grand public?

Méthode: Partant des attentes précises des participants, on mettra en scène de possibles actions, par exemple à l'aide de jeux de rôles, de théâtre-images, etc.

Animation: Philippe Beck et Johnny Walther.

Prix: fr. 60.– à 120.– selon revenu, plus pension (environ fr. 40.–).

Inscriptions: c/o Philippe Beck, Mont-d'Or 59, 1007 Lausanne. Tél. (021) 26 25 05 de 10-22 h.

Irlande du Nord

Quaker Cottage, Belfast: Travail avec des enfants de milieux «en crise», socialement et politiquement.

Extern, Belfast: Travail avec des jeunes menacés par la délinquance ou anciens délinquants.

Etats-Unis

4 places dans le cadre du service de volontariat de l'Eglise des Brethren: Travail social avec des groupes marginalisés.

France

Communauté Chrétienne, Lille: Travail avec des gens sans toit dans une communauté chrétienne de vie.

GRDR, Aubervilliers: Ce centre donne des formations en agriculture et à divers métiers artisanaux à des Africains désirant rentrer chez eux. Tâches possibles d'un volontaire: travail à la ferme, ou au bureau, ou à la formation.

Centre du Christ Libérateur, Paris: Collaboration à un centre chrétien d'aide aux minorités sexuelles.

Espagne

MOC, Madrid: Collaboration au mouvement espagnol d'objection totale.



Défaite électorale des sandinistes: qu'est-ce qui change pour GVOM et les volontaires?

Pour les volontaires GVOM en fonction au Nicaragua en cette fin de février, la secousse a été dure dès la proclamation des premiers résultats électoraux. Comme pour les Nicaraguayens eux-mêmes, auxquels la plupart des coopérants sont très liés, la victoire de la candidate de l'UNO, Violeta Chamorra, a été une très grande surprise, vécue dans la tristesse et l'inquiétude quant à l'avenir.

Un peuple harcelé pendant 8 ans de guerre d'agression et supportant de plus en plus mal la misère réservée aux pays d'agro-exportation dans la jungle des injustes rapports économiques nord-sud a donc été divisé et a choisi, en majorité, la candidate de l'opposition aux sandinistes. Il est vrai que GVOM était «sandiniste» dans son cœur. Il ne s'agissait pas d'un choix de politique partisane et tendancieuse: au Nicaragua, GVOM et chaque coopérant GVOM ont trouvé des conditions de travail très différentes de celles qu'on peut trouver dans d'autres pays d'Amérique latine. Les projets préparés par les volontaires trouvaient le plus souvent un répondant national au gouvernement, dans les autorités communales ou les Ministères, ce qui garantissait un bon développement du travail de coopération.

Mais ce qui importait avant tout, c'étaient les options populaires du gouvernement: il ne s'agissait pas d'un slogan creux et démagogique, mais de pratiques de pionnier en Amérique latine:

- la **santé gratuite pour tous,** la construction de centres médicaux de quartier ou dans les campagnes (ce qui est très différent du système sanitaire habituel en Amérique latine: 2-3 grands hôpitaux dans la capitale et des cabinets privés aux prestations hors de prix pour la majorité de la population).
- l'**éducation gratuite et obligatoire pour les enfants,** doublée d'un système **d'éducation populaire ouverte à tous les adultes** privés d'une formation scolaire complète.
- la **distribution massive de terres à près de 80'000 familles** vouées jusque-là à fournir éternellement des armées de manœuvres agricoles dans les grandes propriétés.



En 7 ans de révolution, 2140 coopératives ont vu le jour



Beaucoup de choses risquent de changer pour le nouveau gouvernement. Le paradoxe, c'est que les dirigeants du futur gouvernement ont déjà, pour leur propre famille, renoncé en grande majorité à ces optionspopulaires: leurs enfants étudient le plus souvent aux Etats-Unis, au Costa Rica, voire en Europe. Dès qu'une maladie sérieuse menace, c'est la fuite aux USA, au Canada ou au Mexique. Quant à la réforme agraire, elle risque fort d'être prochainement mise en cause, soit sous forme de restitution de terres aux familles qui se sont exilées, soit sous forme d'indemnisations juteuses ou d'échange contre des terres confisquées il y a 10 ans à la famille Somoza, l'ancien dictateur.

Pour l'avenir, deux hypothèses se dessinent:

- le nouveau gouvernement se rend compte qu'il ne pourra pas gouverner à partir de ses propres partisans ni faire cavalier seul. Des accords importants devront être passés avec le Front sandiniste afin de poursuivre la réalisation de grands projets qui reposent sur des personnes liées aux dix années de gouvernement du Front sandiniste.
- les dirigeants de la UNO veulent remettre profondément en cause les options socialisantes des sandinistes, prétendant démanteler les acquis les plus importants ébauchés au cours de ces dernières années. Le FSLN joue alors ouvertement un rôle d'opposition, comme dans n'importe quel pays dirigé par une élite égoïste ou conseillé par le FMI, afin de sauvegarder le droit pour la population à se nourrir, à recevoir une éducation digne de ce nom et à être soignée, et à trouver un emploi.

Dans les deux cas, le travail de GVOM doit se poursuivre, car notre ONG a depuis 1980 acquis une grande expérience dans ce pays, où elle peut continuer à rendre certains services. Les partenaires nationaux risquent de changer (gouvernement ou syndicats, municipalités ou coopératives...), mais l'option de travail parmi les couches populaires du pays et les noyaux actifs dans la lutte contre le sous-développement ne va pas se modifier pour autant.

Dès le 25 avril, date de passation des pouvoirs entre le Front sandiniste et l'UNO, nous verrons plus clair. Pour la paysannerie, il sera très important de savoir si les populations des campagnes pourront enfin vivre en paix, ou si une menace de répression armée continuera d'être exercée par les reliquats de la contra ou des milices patronales à la solde des grands propriétaires. Mais les coopératives agricoles ont pris l'habitude de se défendre et ne se laisseront pas facilement dépouiller des terres et des progrès sociaux obtenus au cours de ces dernières années.

J. Depallens

Genève, 26 février 1990

Cher Président Daniel
Chers camarades du FSLN,

Par ce courrier nous vous envoyons un salut solidaire depuis la Suisse. Nous voulons aussi vous témoigner ce qui suit:

- Pour nous internationalistes, le résultat des élections nous a durement touché, de même qu'il a durement éprouvé les camarades qui ont donné leur intelligence et leur cœur pour développer un processus de justice, dignité et paix au Nicaragua;
- Nous n'avons pas pu voter pour le FSLN le 25 février 1990, mais nous avons pu apporter nos voix pendant les 10 ans de révolution à travers le travail solidaire au Nicaragua et au dehors, et nous sommes toujours prêts à continuer, parce que comme internationalistes nous reconnaissons dans le Nicaragua sandiniste une patrie possible pour celui qui aime la justice et la liberté;
- Si vous et le FSLN vous vous êtes engagés à respecter le résultat de la votation, nous aussi nous devons l'accepter même si nous continuons à ressentir ce résultat électoral comme profondément injuste. Cependant nous attendons les décisions du FSLN pour le temps présent, moment de transition, et les orientations pour les temps à venir. Nous continuons à placer notre confiance en vous, cher camarade Daniel, et dans le FSLN. A partir d'aujourd'hui la lutte change mais elle continue, et dans cette lutte, nous vous demandons de compter sur nous.
- Nous avons vu, à la télévision, brûler le drapeau rouge et noir dans les rues de Managua et la douleur fut telle que sur le moment même, le feu révolution naire se ralluma une nouvelle fois dans nos cœurs; c'est-à-dire que se ralluma l'enthousiasme pour développer et défendre une société nouvelle. Nous avons besoin du drapeau rouge et noir pour pouvoir vivre, au Nicaragua et dehors.

Quelques volontaires de GVOM

Alicia L. est l'actuelle directrice de l'école de bibliothécaires de l'université centraméricaine à Managua. A chaud, la semaine suivant la surprenante défaite électorale du front sandiniste elle a écrit à l'un des membres de GVOM qui se trouve en Suisse en ce moment. Cette lettre nous semble précieuse car elle donne «en direct» les réactions émotionnelles et patriotes d'enseignants nicaraguayens sympathisants, mais non membres du Front sandiniste de libération nationale.

Managua, le 27 février 1990

Mon cher J.,

«Ne nous lâche pas, camarade!» Dimanche dernier, il nous est arrivé ce que personne n'attendait: les gens ont voté pour l'UNO. Hier a été un jour de deuil national, nous nous sentions comme si nous avions reçu un bon coup de marteau et personne ne comprenait comment l'UNO avait gagné.

L'unique explication possible c'est que les gens se sont vendus et ont trahi Daniel (Ortega, n.d.trad.) et la Révolution; l'UNO a tiré parti de la faim du peuple et du mécontentement envers le Service militaire patriotique. La situation économique est bien difficile et les gens ne désirent plus de morts ni que les jeunes de la famille fassent leur service militaire, mais ils auraient dû y réfléchir à deux fois avant de vendre leur patrie et notre souveraineté.

Les gens ont voté de façon insensée sans penser au coût de leur irresponsabilité.

Maintenant plus que jamais, nous devons nous renforcer et lutter au sein de l'Assemblée Nationale pour maintenir toutes les revendications, nos acquis et obtenir davantage.

Hier, c'était un jour férié et les villes paraissaient mortes et en état de désolation. Il n'y a pas eu de célébration de la victoire de la part de l'UNO; dans les quartiers, il y avait de la tristesse; on s'attendait à ce que les gens qui ont voté pour l'UNO sortent dans les rues pour célébrer la victoire et ils ne l'ont pas fait. L'impression qu'on a c'est que les gens qui ont voté pour eux, en se rendant compte et en prenant conscience de leur grave erreur, étaient affligés et semblaient se repentir. On aperçoit encore aujourd'hui des visages tristes de tous côtés, nous sommes

Il existe aujourd'hui 20'000 centres d'éducation populaire destinés aux adultes.





Il existe huit centres spécialisés pour les handicapés psycho-moteur.

en train d'essayer d'assimiler ce qui s'est passé et attendons de nouvelles orientations de Daniel qui pour beaucoup était et sera notre président et, comme il le dit, on continuera à lutter. Le nouveau slogan c'est «Nous avons perdu et en avant!».

Le Front sandiniste a donné la meilleure preuve de démocratie en organisant des élections libres et honnêtes et en reconnaissant immédiatement les résultats électoraux. Daniel est réellement un grand homme et un véritable homme d'Etat.

Nous ne savons pas ce qui va se passer après le 25 avril (date de passation des pouvoirs gouvernementaux et législatifs, ndt), nous nous attendons à de nombreux changements dans tous les secteurs, mais ce n'est pas pour cela que nous allons abandonner la lutte, le pays, notre Révolution. Maintenant plus que jamais nous devons maintenir notre unité et nous avons besoin de l'aide de tous les comités de solidarité pour que les projets ne tombent pas à zéro et pour pouvoir aller de l'avant. Le pouvoir politique s'est perdu, mais non la révolution.

Ceux parmi nous qui sont conscients, nous sommes indignés de voir comment les gens se sont vendus (la UNO a acheté des votes). Pour la première fois, j'ai honte d'être Nicaraguayenne en observant comment mes concitoyens ont tout envoyé au diable et ont vendu notre souveraineté pour quelques dollars de plus.

Daniel Ortega est réuni aujourd'hui avec les militants du Front provenant de tout le pays dans le Palais des congrès Olof Palme et en ce moment, les gens ont rempli la Place des Non-Alignés apportant leur appui à Daniel et dans l'attente du discours qu'il va prononcer à la fin de cette réunion.

Comme je te l'ai déjà dit, à mesure que les gens réagissent, c'est un sentiment de colère qui domine chez eux, ils ne veulent pas que le Front sandiniste rende les armes et ne reconnaissent pas Violeta Chamorro comme Présidente. A travers toutes les radios du pays, les gens manifestent leur appui à Daniel et à la Révolution.

Hier nous nous sentions battus, mais aujourd'hui nous avons le moral plus haut, car nous avons

conscience que nous ne pouvons pas nous rendre, car ce serait comme avoir voté pour l'UNO.

J'espère que toi et ta famille vous êtes en bonne santé et que VOUS GARDEZ LE MORAL. (...)

En ce moment, Daniel parle à son peuple, et nous sommes tous réunis à l'Ecole de bibliothécaires pour l'écouter à la radio; on le sent plus ferme et avec bien plus de courage, car hier, lorsqu'il a parlé sur les ondes à six heures du matin, on l'imaginait super-triste et découragé. Il est redevenu le même qu'il était.

Il y a tant de brouhaha que les gens ne laissent pas parler Daniel et chaque fois qu'il fait une petite pause ils crient son prénom et des slogans. Les gens demandent qu'ils ne rendent pas les armes.

Daniel va lutter pour que les conquêtes de la Révolution soient respectées et ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'il y ait la paix, même s'il faut collaborer avec le nouveau gouvernement, mais sans devoir aller jusqu'à vendre la patrie.

J'arrête ici, car je désire bien écouter le discours de Daniel, qui nous dit à tous:

«NE NOUS LACHE PAS, CAMARADE!
NE DEVIENS PAS N'IMPORTE QUOI!
CAR LA PATRIE A BESOIN
DE TON COURAGE ET DE TA FORCE.» *

Continuons à aller de l'avant!

Avec beaucoup de tendresse

Alicia



La population des travailleurs affiliés s'est élevée à 158‰. Le 99% des travailleurs urbains sont assurés.

* Paroles d'une chanson de la campagne électorale du Front sandiniste de libération nationale.

Non violence et éducation

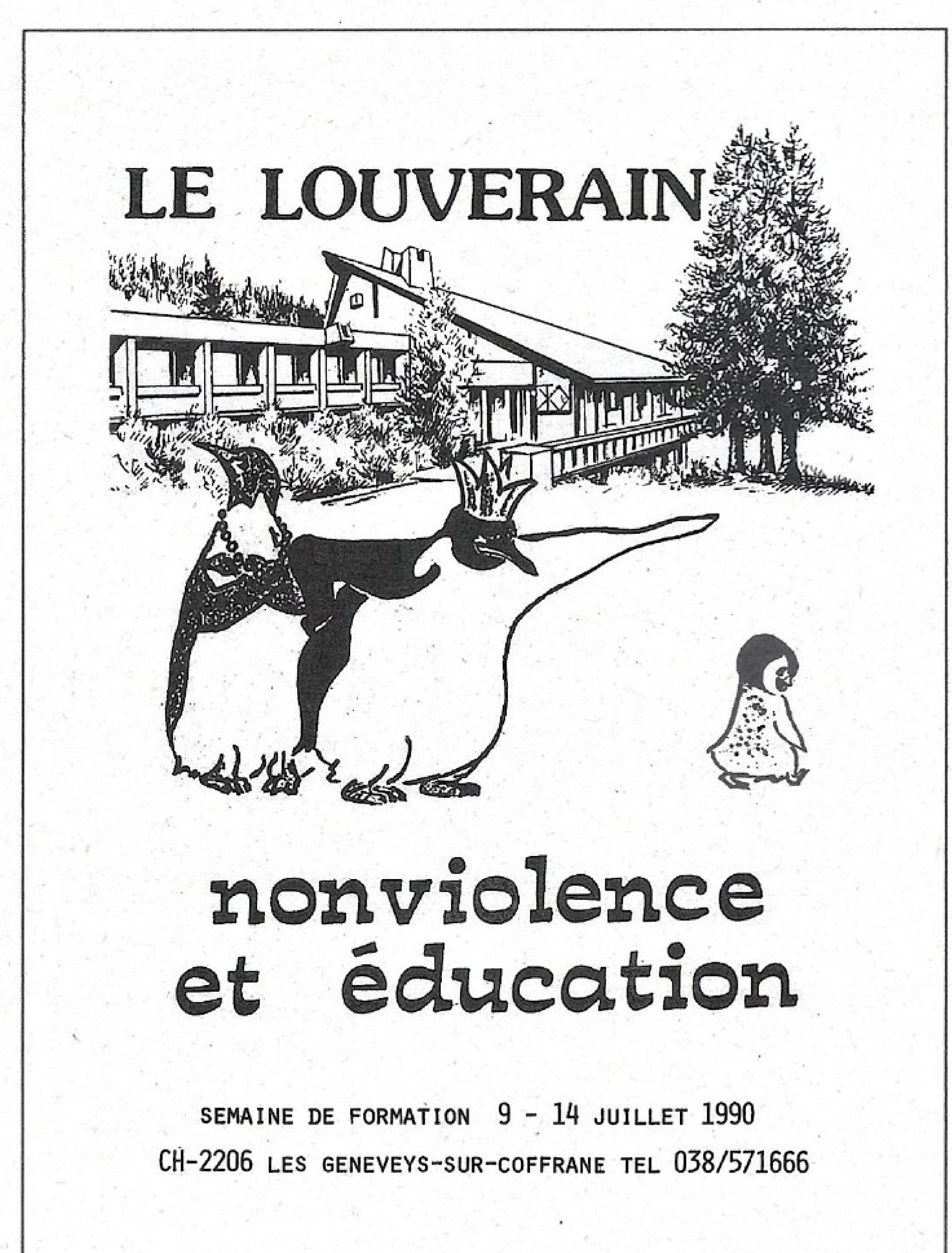
9-14 juillet 1990
Session de formation, au Louverain, avec Pat PATFOORT (Belgique), mère de deux enfants, anthropologue, conférencière, formatrice dans de nombreux pays d'Europe ou des Amériques, avec la collaboration de Jean-Denis RENAUD et d'un autre membre du Collectif romand de formateurs à la nonviolence.

OBJECTIFS: Mieux comprendre notre relation avec nos enfants afin de découvrir et d'exercer des attitudes qui favorisent une gestion plus harmonieuse des conflits.

DEMARCHE: Apprentissage à partir d'une réflexion sur notre expérience et d'exercices pratiques renforcés d'un apport théorique.

GARDERIE: Pour les enfants dès 3 ans.

Programme détaillé et inscription:
Le Louverain, CH-2206 Les Geneveys-sur-Coffrane, Suisse. Tél.: 038 / 57 16 66



Tiré de: «*Si tous les enfants du Monde*» par les enfants de plus de 50 pays. *Présenté par Roger Gicquel*

DIS!... TU M'ÉCOUTES?



La plus grande difficulté avec le monde d'aujourd'hui, ce n'est pas son incapacité à produire, mais sa détermination à ne pas partager.

Opal Bernard, 16 ans, Jamaïque

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Grand-rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle

J.A.